

# Les études de la Nouvelle Europe

L'Ukraine postsoviétique : d'une transition à l'autre ?

Par Zbigniew Truchlewski

L'association Nouvelle Europe œuvre à une meilleure connaissance des problématiques de l'Europe élargie depuis 2004 en ouvrant une fenêtre sur l'Europe centrale et orientale.

Regroupant de jeunes européens de l'Est et de l'Ouest, elle se veut un pont entre deux Europes trop longtemps séparées à travers son site Internet, un programme tourné vers les lycées ainsi qu'un cycle de rencontres mensuelles.

*Les Etudes de la Nouvelle Europe* veulent mettre à la disposition d'un large public, sous un angle original, une information pédagogique sur les questions de l'élargissement, de l'Union européenne à 27 et de son voisinage.

[www.nouvelle-europe.eu](http://www.nouvelle-europe.eu)

Association Nouvelle Europe  
10 rue de Strasbourg  
92700 Colombes – France

Les événements récents qui ont eu lieu en Serbie (2000), puis en Géorgie (2003) et en Ukraine (2004) enfin, invitent à se pencher sur ce que d'aucuns appellent les « Révolutions de Velours <sup>1</sup> » en les qualifiant de « nouvelle vague de démocratisation ». La question que posent *in fine* les événements cités n'est autre que celle de la transition dans l'espace postsoviétique. Il ne faut pas oublier que si ces événements ont eu lieu, c'est d'abord parce que la première vague de transition n'a pas abouti. C'est là le cœur du problème que l'on abordera avec le cas de l'Ukraine. Pourquoi un processus qui a réussi, semble-t-il, dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale, n'a pas connu le même succès, si tant est que l'on puisse parler de succès, dans un pays comme l'Ukraine ?

Dans leur ouvrage sur les transitions démocratiques, Linz et Stepan mettent en avant cinq points d'après lesquels on peut – ou pas – qualifier une transition démocratique de réussie : 1/ liberté d'association et de communication ; 2/ contestation électorale libre et inclusive ; 3/ constitutionalisme, c'est-à-dire l'imposition et le respect d'une structure légale ; 4/ normes légales et rationnelles de la bureaucratie ; 5/ une économie de marché institutionnalisée<sup>2</sup>.

La Révolution Orange de 2004 avait fait apparaître l'Ukraine aux yeux de l'Occident comme un pays dont la transition démocratique était plus que douteuse. Les élections avaient connu des fraudes électorales massives, la politique était gangrénée par les clans rivaux des oligarques, qui avaient eux-même la mainmise sur une économie à laquelle il était difficile d'adjoindre le prédicat de « marché ». Le retour au pouvoir de Iouchtchenko et de Timochenko a créé de nouveaux espoirs et on serait porté à croire que la transition en Ukraine a bien fini par redémarrer. La crise parlementaire de juin-juillet 2006 n'a cependant pas confirmé ces espoirs dans la mesure où l'on voit que la démocratie ukrainienne n'est pas si stable qu'on le souhaiterait (cf. la une du quotidien polonais *Gazeta Wyborcza* du 7 juillet 2006 qui montrait des députés s'affrontant à mains nues dans la Rada Ukrainienne). Ce que cette crise donne à voir, c'est avant tout la fragilité d'une démocratie que l'on aurait pu croire établie après la Révolution Orange.

Cela nous amène à envisager la spécificité de la transition ukrainienne et à nous interroger sur les raisons d'une transition si difficile à mener. Sans doute l'Ukraine est-elle encore plus complexe que les autres pays de l'ancienne URSS : il faut donc prendre en compte des facteurs et des critères autres qu'institutionnels et démocratiques pour penser la transition d'un pays que d'aucuns appellent un « entre deux », qui rend plus difficile encore la cohésion d'un pays longtemps dominé par ses voisins, la Pologne et la Russie.

Les cinq critères énoncés par Linz et Stepan dans la première partie de leur ouvrage semblent donc insuffisants pour rendre compte du processus qui a lieu en Ukraine : sans doute faut-il comprendre pourquoi ils le sont et ensuite quels peuvent être les autres variables explicatives susceptibles d'éclairer le processus de transition en Ukraine.

\*  
\* \*

---

<sup>1</sup> Voir Viatcheslav Avioutskii, *Les Révolutions de Velours*, Armand Colin, Paris, 2006.

<sup>2</sup> Juan Linz et Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996, p. 14, résumés sous forme de tableau.

## I. La difficile construction de la démocratie ukrainienne.

### A. Effondrement de l'URSS, émergence de l'Ukraine : premières ambiguïtés.

Les deux évènements sont liés puisque l'effondrement de l'*imperium* soviétique est la condition de possibilité de la renaissance ukrainienne et que celle-ci marque la fin de l'URSS. Sans doute peut-on considérer que la chute d'un régime entraîne la naissance d'un autre, ou, plus précisément, que la dissolution d'un État implique la genèse de son successeur.

L'émergence de l'Ukraine commence en dépit de la présence dans les années 80 d'un secrétaire du Parti Communiste conservateur (de type bréjnievien), Chtcherbytsky. Gorbatchov avait laissé en place cet ennemi des réformes non seulement parce que celui-ci jouissait d'un fort soutien à la base parmi l'élite communiste mais aussi parce que, comme l'explique Kappeler<sup>3</sup>, dans cette période de réformes pleine de risques, Gorbatchov avait voulu maintenir son contrôle sur la deuxième, par son importance, république de l'URSS. C'est pourquoi les réformes amorcées par Gorbatchev n'y sont pas entérinées.

Plusieurs évènements viennent cependant fissurer cette omnipotence du système éloigné de la *glasnost* et de la *perestroïka*. La catastrophe de Tchernobyl en avril 1986 provoque une prise de conscience écologique qui deviendra un élément essentiel de l'opposition. Elle met en lumière les défaillances du système et, par son ampleur, suscite l'angoisse : car ce ne sont rien moins que 1 600 agglomérations qui sont touchées. Question non négligeable aujourd'hui puisque l'on apprend qu'une grande partie de la population rurale touchée fut insuffisamment informée du sujet.

La grève des mineurs durant l'été 1989 dans le bassin du Donetsk élargit la brèche, puisque ces grèves se multiplient en 1991, 92 et 93 dans le Donbass. Ces évènements sont importants car ils montrent que les populations, qui ne sont pas *a priori* concernées par le nationalisme ukrainien, fortement russifiées et contrôlées par le parti communiste qui plus est, peuvent avancer des exigences économiques, sociales et politiques face à Kiev, et Moscou de surcroît. Le pouvoir est ainsi contesté dans son essence même : faut-il rappeler que le régime communiste a été établi au nom du prolétariat ?

Autre élément perturbateur : la lutte en faveur de l'Église Uniate aide à l'émergence d'un courant nationaliste en Ukraine occidentale, courant qui se prononce en faveur d'une ukrainisation linguistique. Cet élément n'est compréhensible que si on se souvient que le régime soviétique reniait la religion tout comme il n'accordait aucune importance à la langue ukrainienne. D'où le corollaire de cet évènement : l'émergence en septembre 1989 d'un « mouvement populaire pour la *perestroïka* » (*Roukh*) qui remporte 117 des 450 sièges du Soviet Suprême aux élections de mars 1990. Des opposants se trouvent pour la première fois à des postes à responsabilités. C'est *de facto* la suppression du monopole du PCUS : on sait le rôle que jouait ce monopartisme dans le système soviétique. Est-ce à dire qu'un pluralisme politique va apparaître ?

On peut en douter : le pluralisme n'est pas la fragmentation des forces politiques qui structure ou déstructure la scène politique ukrainienne par la suite. Bien plutôt est-il question d'avoir des partis stables et solides qui constituent des alternatives durables. Or, les partis politiques ne sont que faibles dans l'Ukraine postsoviétique puisqu'ils se forment et se déforment sans cesse, quand ils ne disparaissent pas à la suite d'élections où l'électorat ne les aurait pas plebiscités. Il faut noter un autre fait primordial : les partis portent rarement le nom de parti, sauf le Parti Communiste, en lequel la confiance chute, le Parti Socialiste et le Parti des Régions de Ianoukovitch, au sujet duquel on peut se demander s'il s'agit vraiment d'un parti dans le sens classique du terme. Preuve en est l'échiquier politique à la veille de la Révolution Orange : Notre Ukraine s'allie – ou pas – au Bloc Ioulia Tymoschenko, tandis que d'autres créent le parti « Pour une seule Ukraine ».

On le voit, un des problèmes de la transition est la structuration de la vie politique : comme en Pologne, par exemple, les partis viennent et ne reviennent pas. Pourquoi ? Le critère de Linz et

<sup>3</sup> Andreas Kappeler, *Petite Histoire de l'Ukraine*, Institut d'Études Slaves, 1997, p. 188.

Stepan est flou : si la liberté de contestation électorale est là, sa traduction en partis politiques stables n'y est point. On affronte là un premier problème posé par l'effondrement de l'URSS et l'émergence de l'Ukraine. C'est aussi un facteur, semble-t-il, de la difficile transition ukrainienne.

Le fait décisif par la suite est la reprise par une partie de l'ancienne élite communiste d'un aspect du programme du Roukh, mouvement dont Kravtchouk, ancien apparatchik en charge de la propagande dans le Parti Communiste Ukrainien, prend la tête. Sans doute faut-il aussi souligner que Kravtchouk est élu à la présidence du Parlement (*Verhovna Rada* ou, pour être plus précis, Soviet suprême) en 1990. Le 16 juillet 1990 est déclarée la *souveraineté* de l'Ukraine (et non pas l'*indépendance* – la *souveraineté* de l'Ukraine repose sur sa neutralité et la possession d'une armée qui lui est propre). L'URSS reconnaît cette souveraineté en novembre de la même année.

Reste que l'histoire ukrainienne est le théâtre d'un paradoxe : en mars 1991, 70 % des votants se prononcent en faveur d'un maintien de l'Ukraine en URSS. En décembre 1991, ils sont 91 % à se prononcer pour l'indépendance de l'Ukraine. Pourquoi ? Deux raisons l'expliquent, qui sont fortement liées l'une à l'autre. D'abord, entre temps la situation a changé : le putsch d'août 1991 a échoué. Ensuite, les conséquences de ce putsch ne se sont pas fait attendre : il a été suivi de déclarations d'indépendance de nombreuses RSS. C'est le contexte du référendu de décembre 1991 et, on le voit, il en explique le résultat paradoxal.

S'ensuit l'élection de Kravtchouk à la présidence de la république d'Ukraine et l'annulation du traité de 1922 qui fondait l'URSS. Celle-ci vacille et, le 25 décembre 1991, disparaît.

L'Ukraine arrive sans conflits, ou du moins sans violence, à son indépendance. C'est d'autant plus à souligner qu'il n'est pas rare, quand un empire s'effondre, que des divisions s'enflamment en affrontements. Or, paradoxalement, cette transition non-violente est un handicap pour l'Ukraine : « le nouvel État était pour ainsi dire tombé du ciel » note Andreas Kappeler dans sa *Petite Histoire de l'Ukraine*<sup>4</sup>. Et de commenter un peu plus loin qu'en fait cela allait se traduire par un manque de « force d'intégration qui découle du combat commun pour la liberté. Avec l'indépendance fut atteint et réalisé de façon extraordinairement rapide l'objectif principal que s'était fixé l'opposition et les principaux problèmes semblaient de même devoir se résoudre automatiquement ».

Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'Ukraine a, comme le Bélarus et la Moldavie, obtenu une indépendance par défaut : le référendu de décembre 1991 l'a confirmée à la majorité absolue, comme on l'a vu, mais ce résultat n'est pas celui d'une mobilisation populaire. De même, il n'a pas entériné une mutation des élites, pas plus qu'il n'a provoqué leur remplacement. À la différence de la Pologne ou de la République Tchèque, le premier Président de l'Ukraine est un ancien apparatchik, et non pas un opposant au régime soviétique, comme Tchornovil, Loukianenko ou Badzo par exemple. De fait, note Gilles Lepasant, l'indépendance « a résulté de la volonté des dirigeants de conserver le pouvoir malgré la décomposition de l'Union Soviétique. À ce jour, les dirigeants politiques ukrainiens rejettent manifestement l'idée d'une transition qui impliquerait la perte du contrôle qu'ils exercent sur les acteurs économiques<sup>5</sup> ».

On a là un paradoxe : celui d'une transition qui n'en n'est pas une et dont la facilité n'est qu'apparente. Elle ne s'accompagne pas d'une remise en cause radicale du passé soviétique par le présent ukrainien. Ce qui ne va pas sans poser problème à l'État Ukrainien et, partant, à la transition de celui-ci. Quels sont ces problèmes ?

## **B. Les problèmes de l'État ukrainien en transition.**

Andreas Kappeler en dénombre plusieurs qui sont lisibles à travers la grille de lecture proposée par Linz et Stepan. Nous les résumerons en trois points.

Tout d'abord, l'État Ukrainien est confronté aux difficultés économiques. En dépit d'une industrie et

<sup>4</sup> Andreas Kappeler, *op. cit.*, p. 192.

<sup>5</sup> Gilles Lepasant, « L'Ukraine et ses défis européens » in *L'Ukraine dans la nouvelle Europe*, CNRS Éditions, 2005, p. 21.

d'une agriculture prometteuses, l'économie ukrainienne a vu sa production baisser et l'inflation aller *crescendo* au tournant des années 1990, et surtout à partir de 1992. Quelles sont les raisons de telles difficultés ? On les trouvera dans l'effondrement de l'URSS. Car celui-ci a jeté *de facto* les relations des diverses RSS dans une zone de turbulences en mettant à mal une forte complémentarité inter-régionale. Il n'est pas uniquement question de la relation de dépendance énergétique que l'Ukraine entretient avec la Russie. Il s'agit aussi, comme le notent Steven Levitsky et Lucan Way<sup>6</sup>, d'une forte complémentarité : en 1999, 48 % des importations ukrainiennes venaient de Russie, dont la majeure partie était de l'énergie. Or ces échanges sont différents des standards occidentaux : si la Russie livre de l'énergie à l'Ukraine à des prix qui ne sont mondiaux que nominalement, celle-ci paie celle-là en retour non seulement avec de l'argent mais aussi en biens, comme des produits industriels ou agricoles, ce qui est une sorte de troc hérité de l'époque soviétique. À cela s'ajoutent les faiblesses structurelles de l'économie Ukrainienne, qui sont, *in fine*, semblables à celles de tous les États post-soviétiques.

Vient ensuite la question des anciennes élites : on aurait tort de penser que les apparatchiks disparaissent avec l'URSS. Et si Kravtchouk, de l'idéologue zélé qu'il était, devient un ardent défenseur des intérêts nationaux ukrainiens, cela n'est pas forcément valable pour tous les autres apparatchiks. En fait, deux freins viennent ralentir les réformes. Kravtchouk, d'abord, puisqu'en dépit de sa reconversion, il cherche moins à réformer l'Ukraine qu'à fortifier sa position. Car si d'un côté il fait entrer dans son gouvernement non seulement des anciens de la dissidence (Dziouba et Chtcherbak) mais aussi un « manager » comme Koutchma<sup>7</sup> à qui il offre la place de Premier Ministre, il n'en reste pas moins que, d'un autre côté, Koutchma conduit une politique visant, en mars 1992 puis un an plus tard, à se faire reconnaître des pouvoirs spéciaux. Le deuxième frein n'est autre que le second organe du pouvoir ukrainien, à savoir le Parlement : la question est moins celle de la domination, en son sein, des apparatchiks communistes, que du conflit qui eu lieu entre ce Parlement conservateur et le gouvernement réformateur. En témoigne la durée d'élaboration de la constitution Ukrainienne : ce n'est qu'en 1996 que la nouvelle constitution est venue se substituer à celle de 1996.

Enfin, la question de l'intégration, dans l'État Ukrainien, de régions hétérogènes. Même s'il faut fortement la nuancer, la division entre l'est et l'ouest du pays est loin d'être négligeable. S'y greffent cependant de nombreuses autres questions : au nationalisme de Lviv se superpose le régionalisme de la Subcarpatie, le particularisme de la Bucovine, l'identité petite-russe du sud-est de l'Ukraine, la minorité russe, sans oublier les Tatars de Crimée<sup>8</sup>, les Roumains, les Moldaves, les Hongrois, les Polonais... On le voit, après la question du territoire, celle des langues est ici primordiale : car comment construire un État avec une telle hétérogénéité de peuples et de langues ? Si tous ceux qui résident sur le territoire ukrainien en ont reçu la nationalité en 1991, il n'en demeure pas moins que le problème demeure complexe. Surtout dans le cas non seulement de la minorité russe, mais aussi des ukrainiens russophones. Le dilemme est le suivant : fonder la nation sur une langue unifiée – l'ukrainien – c'est, paradoxalement, faire le jeu d'une minorité<sup>9</sup> et ignorer

---

<sup>6</sup> Steven Levitsky et Lucan Way, *Competitive Authoritarianism : Hybrid Regime Change in Peru and Ukraine in Comparative Perspective*, Studies in Public Policy, Center for the Study of Public Policy, University of Strathclyde, Glasgow, 2001, p. 35.

<sup>7</sup> Koutchma, ingénieur de formation, avait été directeur d'un grand complexe soviétique d'armement et voulait conduire l'Ukraine vers une économie de marché.

<sup>8</sup> La Crimée ne fut intégrée à l'actuel territoire Ukrainien qu'en 1954 par Nikita Kroutchev à l'occasion de la célébration du 300ème anniversaire de l'Union de Périéaslav. En 1994, la question du statut de la Crimée émergea de nouveau puisque furent élus au Parlement et au poste de président des candidats anti-ukrainiens (et donc pro-russes), occasion que l'Ukraine saisit en 1995 pour suspendre la Constitution de Crimée (proclamée en mai 1992) aussi bien que pour supprimer le poste de président. S'ensuivirent de multiples tensions qui ne furent résolues qu'en 1997 avec la reconnaissance par la Russie de l'appartenance de la Crimée à l'Ukraine. À cette question s'ajoute celle de la flotte russe de la Mer Noire, qui, précisément, stationne en Crimée.

<sup>9</sup> Il ne faut pas omettre que, contre tout lieu commun, l'Ukraine n'est pas divisée en deux, entre Ukrainiens et Russes, comme d'aucuns ont voulu le montrer durant la Révolution Orange, mais en trois entités au bas mot, à savoir les Ukrainiens ukrainophones, les Ukrainiens russophones et les Russes russophones.

le problème du russe ; faire concession aux minorités et à la majorité des russophones, c'est écarter la langue ukrainienne, ce qui rend plus que difficile la construction de l'état ukrainien et de l'identité ukrainienne. D'où la conclusion de Juliane Besters-Dilger : l'Ukraine fait « face au défi de la multiculturalité dans un processus de formation de l'identité nationale qui est loin d'être achevé » ce qui implique que, « à la longue, l'Ukraine ne pourra qu'abandonner l'idée que l'État doit consister en une nation et se caractériser par une langue et une culture communes et homogènes. Elle devra renoncer à l'idée de nation ethnique et admettre celle de nation politique<sup>10</sup>».

Sans doute convient-il d'ajouter, mais non de la mélanger avec les facteurs précédents, la complexité religieuse de l'Ukraine, qui n'est pas sans influence sur l'identité Ukrainienne. De fait, « l'identité ukrainienne n'a pas de référent confessionnel précis<sup>11</sup> » : outre les juifs, les musulmans (Tatars de Crimée), les protestants et les catholiques (ou plutôt les gréco-catholiques, qui représentent la deuxième confession religieuse d'Ukraine<sup>12</sup>), il ne faut pas oublier que l'Église orthodoxe elle-même apparaît très divisée. On peut ainsi trouver trois branches de l'Église orthodoxe ; l'Église orthodoxe rattachée au patriarcat de Moscou (UPC-MP), l'Église orthodoxe ukrainienne rattachée au patriarcat de Kiev (UPC-KP) et l'Église orthodoxe ukrainienne autocéphale.

La construction nationale ukrainienne est rendue plus complexe encore par ce facteur religieux : celui-ci n'est pas sans apporter quelques paradoxes, « qui s'expliquent pour l'essentiel par l'enjeu particulier que représente le cas ukrainien<sup>13</sup> ». Celui, d'abord, que chacune des trois Églises concurrentes ambitionne d'incarner la nation et la tradition religieuse ukrainienne, ce qui se traduit par des projets identitaires dont les piliers sont l'État et l'orientation géopolitique du pays. Le second consiste en l'opposition de deux, et non pas trois, traditions ecclésiales au sein de l'orthodoxie ukrainienne : on l'aura compris, ce paradoxe est le corollaire du précédent, puisqu'à la tradition orthodoxe moscovite (UPC-MP) s'oppose la tradition byzantine ukrainienne du patriarcat de Kiev et de l'Église autocéphale. Le troisième paradoxe, enfin, consiste en ce que l'Église orthodoxe ukrainienne, autocéphale ou autonome, n'a aucune légitimité aux yeux de la communauté panorthodoxe. L'UPC-MP (l'Église orthodoxe rattachée au patriarcat de Moscou), pour autonome qu'elle semble être, n'en reste pas moins une partie de l'Église orthodoxe russe.

Ainsi, résume Natalya Boyko, « deux conceptions de la construction ecclésiale sont en concurrence en Ukraine : l'une, dont le centre est à Kiev, est tournée vers le patriarcat de Constantinople et l'autre repose sur une relation étroite avec Moscou. Sur le plan idéologique, malgré les différences de juridiction dues à l'ingérence du politique dans le religieux, le patriarcat de Kiev et l'Église autocéphale agissent dans le même esprit et partagent la même hostilité vis-à-vis de l'UPC-MP, pour laquelle l'attachement au patriarcat de Moscou constitue un lien à la fois religieux et politique<sup>14</sup> ». Sans doute a-t-elle raison d'ajouter que « le rapport à la nation ukrainienne est à l'origine de la fracture de l'orthodoxie ukrainienne<sup>15</sup> ».

Toutes ces questions concernant l'État, les partis politiques et les conflits qui sous-tendent la politique et les institutions, influencent la construction de l'État ukrainien dès l'indépendance de celui-ci en 1991. Reste à savoir, pour envisager la transition sous tous ses aspects, comment ces

<sup>10</sup> Voir Juliane Besters-Dilger, « Le facteur linguistique dans le processus de construction nationale en Ukraine », in *L'Ukraine dans la nouvelle Europe* (CNRS Éditions, 2005), LEPESANT (dir.), p. 81.

<sup>11</sup> Voir Natalya Boyko, « Églises orthodoxes et identité nationales en Ukraine postsoviétique », in *L'Ukraine dans la nouvelle Europe* (CNRS Éditions, 2005), LEPESANT (dir.), p. 84.

<sup>12</sup> Ils se désignent eux-mêmes comme les « catholiques » d'Ukraine, l'appellation d'uniates étant péjorative, utilisée par les orthodoxes qui ne reconnaissent pas l'identité spécifique de ces catholiques d'Ukraine. Ce sont en fait tous les Ukrainiens – et les Biélorusses – de rite byzantin qui ont accepté l'union ecclésiastique avec Rome en 1596, union dite de Brest. Ces gréco-catholiques, qu'on ne doit pas confondre avec les catholiques romains, représentent 12,8 % ces communautés religieuses d'Ukraine (selon le Comité d'Etat aux Affaires Religieuses d'Ukraine, en 2002).

<sup>13</sup> Natalya Boyko, *op. cit.*, p. 89.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 106.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 116.

difficultés se traduisent sur le plan proprement politique, c'est-à-dire celui du régime.

### C. La question du régime politique.

Certains faits sont à même d'illustrer la question du régime politique. On commencera par les reconstituer pour en dégager l'importance par la suite.

D'emblée, le Premier Ministre de Kravtchouk, Koutchma, qui arrive au pouvoir en 1992, relève tous les défis de l'Ukraine nouvelle. Nommé par Kravtchouk pour réformer les finances publiques (en 1992, l'Ukraine a un déficit de 44 % de son PIB) ainsi que pour combattre l'inflation il s'en prend aussi à la corruption. Mais Koutchma démissionne un an plus tard car en plus d'être en désaccord avec Kravtchouk sur les questions financières, il s'oppose à ce dernier parce que celui-ci veut supprimer le poste de Premier Ministre. À cette crise politique s'ajoute la catastrophique situation économique et la chute dramatique de la confiance dans les institutions du pouvoir, aussi bien législatif qu'exécutif. Des élections anticipées sont donc organisées en 1994.

Ces élections elles-mêmes posent plusieurs problèmes. Le plus important est sans doute l'élection des représentants à la *Rada* puisque 227 des 450 députés étaient des « sans partis ». Pourquoi ? C'est dû d'abord au fait qu'un trop grand nombre de partis avait une trop faible base électorale et parce que ces partis manquaient de tradition. La deuxième raison est à trouver dans le mode de scrutin lui-même : scrutin majoritaire à un tour qui privilégiait ceux qui déjà étaient au pouvoir dans une région donnée, comme le précise Władysław Serczyk<sup>16</sup>. La conséquence de cette fragmentation de la vie politique est à voir aussi dans le fait que jusqu'à la fin de la cadence parlementaire (1998) on a pas réussi à pourvoir tous les sièges des députés (il n'y a eu que 403 députés élus). Les élections présidentielles ont succédé aux élections législatives : les deux concurrents les plus sérieux étaient Kravtchouk et Koutchma. Le second l'emporte grâce à un programme de réformes économiques. Mais, paradoxalement, il reprend la « méthode » de son prédécesseur et s'engage dans un renforcement du pouvoir présidentiel. Reste que sur l'arène internationale, Koutchma est beaucoup plus actif que Kravtchouk : il procède à une ratification du Traité de Non Prolifération Nucléaire et se rapproche de États-Unis (il rend visite à Clinton en novembre 1994).

Les réformes économiques de Koutchma n'ont guère été suivies d'effets, semble-t-il, si ce n'est de la hausse brutale de prix du loyer. Mais ce n'est considérer ici que la face émergée de l'iceberg : en fait, après la forte hyperinflation de 1993-1994 les dirigeants ukrainiens, dont Viktor Iouchtchenko, alors président de la Banque Centrale Ukrainienne, ont entamé une politique de stabilisation avec l'appui de la communauté internationale. L'encadrement très stricte du crédit qui a mené à la baisse de l'encours des crédits aux entreprises a été suivi d'une décroissance de la masse monétaire et par conséquent de l'inflation. Mais tout cela n'aurait pas une grande importance pour l'aspect politique de la transition ukrainienne si on ne remarquait pas que ces réformes économiques se sont faites à la faveur d'un « arrangement constitutionnel » entre le président et le Parlement, par lequel ce dernier a conféré au premier de larges pouvoirs.

Ces conflits de pouvoir que nous venons de mettre en avant, et le flou institutionnel qui en émane, nous amènent à nous pencher sur l'évolution du régime de l'Ukraine. Celui-ci dérive, semble-t-il, vers un autoritarisme, ou, comme l'écrivent Juan Linz et Alfred Stepan, un « super présidentialisme » issu d'un « semi présidentialisme <sup>17</sup> » comparable à celui de la France de la Cinquième République.

<sup>16</sup> Władysław Serczyk, *Historia Ukrainy*, Ossolineum, Warszawa, wydanie trzecie, 2001, p. 380

<sup>17</sup> Juan Linz et Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996, p. 399, note 88.



Certains politologues, comme Steven Levitsky et Lucan Way, préfèrent parler d'un « autoritarisme compétitif » à propos de l'Ukraine<sup>18</sup>. En quoi consiste-t-il ? Sa silhouette théorique peut être esquissée par plusieurs traits. Way et Levitsky expliquent que c'est un régime dont les règles formelles de démocratie sont respectées et « prises au sérieux <sup>19</sup> ». Le problème est que les personnes au pouvoir les bafouent tellement souvent qu'il est difficile de qualifier de démocratique l'exercice du pouvoir. Mais ce régime n'est pas une démocratie de façade – autoritarisme avec des élections truquées – puisque la contestation y est possible. Ainsi, notent les deux politologues, il s'agit moins d'une démocratie à la dérive que d'un « autoritarisme diminué ». Ce dernier est le résultat de l'effondrement d'un autoritarisme « pur », ce qu'était le régime soviétique, quand il n'était pas une dictature. Il est aussi dû au manque de traditions démocratiques et d'institutions qui en sont le corollaire, mais aussi à des sociétés civiles qui, si elles ne sont pas faibles, à tout le moins sont-elles divisées, ce qui est le cas de l'Ukraine.

Le plus important, poursuivent nos deux politologues, est que ces régimes ne disposent pas d'un socle minimum de démocratie. Aux élections libres répondent les fraudes massives, aux libertés civiles leur transgression. Ce qui ne signifie pas que les droits soient ouvertement « violés » ou qu'ils soient même contestés sur la place publique ; cela veut dire que, d'une part les « coûts » de leur transgression sont « trop élevés », et que, d'autre part, le pouvoir ne veut ou ne peut éliminer, ou, du moins, réduire au silence, l'opposition. La conséquence en est que ce pouvoir peut être et est fortement contesté, dans l'arène du pouvoir (Parlement par exemple), comme sur la scène des libertés civiles. C'est ce qu'a donné à voir la Révolution Orange en Ukraine et surtout ses antécédents, ainsi que l'on a montré les manifestants durant la crise issue de l'assassinat du journaliste d'opposition Gongadze.

Ce terme de « contestation » est très important puisqu'il trouve à s'exercer dans quatre domaines, soulignent Way et Levitsky. Dans l'arène électorale, il s'agit de combattre les fraudes et les manipulations mais aussi le harcèlement des candidats – ce qui peut, à court terme, « coûter cher » à ceux qui en sont responsables et, à long terme, nuire à la viabilité du régime. Dans le champ législatif, l'enjeu est de profiter du manque de forte majorité favorable au pouvoir et d'opposer une résistance passive quand elle n'est pas active – ainsi en fut-il en Ukraine quand le Parlement a mis un coup de frein à la volonté de Koutchma d'organiser un référendum sur les pouvoirs (2000-2001). Le domaine judiciaire est, lui, l'objet de luttes d'influences, le pouvoir voulant le subordonner, l'opposition désirant le garder indépendant. Reste le spectre médiatique où l'on voit apparaître des institutions légales, indépendantes et souvent influentes.

Voici, brossés à gros traits, le portrait de l'État ukrainien et l'esquisse du visage de son régime. Pour représentatifs qu'ils sont, ils n'en posent pas moins certaines questions auxquelles ils ne répondent pas clairement. Plusieurs remarques peuvent être formulées à leur égard.

Quelle est, d'abord, la force explicative de termes comme « semi-présidentialisme », « super-présidentialisme » ou « autoritarisme compétitif » ? Ils décrivent bien le phénomène d'une transition échouée sur les bords de la dérive. On en comprend la forme. Mais expliquer l'effet n'est pas comprendre la cause : quel est donc le contenu qui prend cette forme ?

Quelle est, ensuite, la portée théorique de ces concepts ? On peut craindre qu'ils ne soient contingents dans la mesure où, précisément, la transition est un processus. Ils ne sortent pas, par ailleurs, d'un axe dont les extrémités seraient respectivement occupées par l'autoritarisme, qui est une dictature qui ne dit pas son nom, et une démocratie pure vers laquelle il faudrait tendre. On peut se demander si le régime ukrainien n'est pas à trouver autre part.

<sup>18</sup> Voir Steven Levitsky et Lucan Way, « The Rise of Competitive Authoritarianism », *Journal of Democracy* 13, 2 (2002), pp. 51-65.

<sup>19</sup> Steven Levitsky et Lucan Way, *Competitive Authoritarianism : Hybrid Regime Change in Peru and Ukraine in Comparative Perspective*, Studies in Public Policy, Center for the Study of Public Policy, University of Strathclyde, Glasgow, 2001, p. 6.

Ces concepts sont-ils valables aujourd'hui ? La réforme constitutionnelle qui a été le fruit d'un compromis entre les deux parties de la Révolution Orange permet d'en douter. Quel « super présidentielisme » ou quel « autoritarisme compétitif » aurait à rendre des comptes à un gouvernement qui aurait plus de pouvoir ?

Quelle est, enfin, la valeur de ces idées ? On voit mal, en effet, comment différencier le premier du second et en quoi l'un est plus subtil que l'autre. Doit-on les opposer ? Certes, non. Mais alors, sont-ils complémentaires ? Difficile de le dire puisqu'ils désignent une même réalité de deux manières différentes. Sans doute ne peut-on s'entendre sur ce que signifier veut dire si l'on arrive point à désigner un même objet avec un terme identique.

Cette première approche de la transition ukrainienne se focalise sur la construction de l'État ukrainien et de son régime. L'État connaît les difficultés que l'on sait et il en émerge le régime que l'on a peint. Ce tableau est-il satisfaisant pour autant ?

À l'aune des critères énoncés par Linz et Stepan, il n'illustre pas tout : si la liberté d'association existe formellement, pratiquement elle tarde à émerger en tant qu'action collective organisée, même si les contestations sont nombreuses, notamment de la part des étudiants (comme le mouvement Pora, qui n'émerge pas *ex-nihilo*<sup>20</sup>). Cette action collective devient néanmoins forte lors de la révolution Orange. Quant aux élections, elles sont jugées peu transparentes pendant plusieurs années<sup>21</sup> : même si la transparence tend à prendre le pas sur les fraudes, Linz et Stepan ont bien raison d'affirmer que des élections n'impliquent pas forcément la démocratie<sup>22</sup>. En ce qui concerne le « constitutionalisme », rien de plus ambigu que cette notion en Ukraine : la constitution n'a été adoptée qu'en 1996, après force débats, et le compromis qui a permis de sortir de la crise ouverte par la Révolution Orange l'a substantiellement modifiée puisqu'il a changé l'équilibre des pouvoirs. Celui-ci est-il stable désormais ? On n'évoquera que par ricochet le quatrième critère : on sait en effet tous les problèmes que posent une administration présidentielle forte et le legs d'une administration nationale soviétisée. Le dernier critère est aussi problématique que les précédents : l'économie de marché existe formellement, mais sa gestion par des oligarques reste floue<sup>23</sup>.

La difficulté de cette approche, c'est quelle nous explique selon quels critères l'on peut juger d'une transition sans pour autant nous indiquer pourquoi l'on n'y satisfait pas. Sans doute est-ce dû à la spécificité ukrainienne que l'on envisagera dans une optique différente.

---

<sup>20</sup> Voir l'article d'Alexandra Goujon, « La Révolution Orange en Ukraine : enquête sur une mobilisation postsoviétique », in *Critique Internationale*, n°27, avril-juin 2005, p. 112. Le mouvement étudiant s'appuie en fait sur l'expérience de ses aînés, actifs à la fin du régime soviétique. Voir aussi l'article d'Annie Daubenton, « Mouvements de jeunes en Ukraine : enfants de l'indépendance ou génération trahie », in *Courrier des Pays de L'Est*, 1029, octobre 2002, pp. 46-55.

<sup>21</sup> Sur ce point, voir le rapport de l'OSCE, Office for Democratic Institutions and Human Rights, Parliamentary Elections, 31 mars 2002, *Final report*, Varsovie, 27 mai 2002.

<sup>22</sup> Juan Linz et Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996, p. 4, où les auteurs utilisent l'expression « electoralist fallacy ».

<sup>23</sup> Tellement floue que Gérard Duchêne pose la question de l'avenir de l'économie ukrainienne : celle-ci sera-t-elle celle « d'un pays ancré dans le sous-développement » ou bien entrera-t-elle enfin sur la voie d'un pays en transition, à l'instar de son voisin polonais ? Voir : Gérard Duchêne, « Courte histoire économique de l'Ukraine indépendante », in Anne de Tinguy (dir.), *L'Ukraine nouvel acteur du jeu international*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 262.

## II. Questions d'Ukraine : l'Ukraine et sa nation.

On a vu que l'approche institutionnelle de la démocratisation était insuffisante et qu'on pouvait mieux comprendre la difficile transition ukrainienne en invoquant d'autres facteurs : à celui de l'État s'ajoute celui de la complexe nation ukrainienne.

### **A. Histoire et identité.**

D'aucuns ont eu la tentation de polariser l'Ukraine en deux parties lors de la Révolution Orange, prenant acte de la volonté de certains *oblast* de l'est de vouloir faire sécession (Donetsk, Dniepropetrovsk, Louhansk et Kharkiv). C'était présupposer que l'Ukraine n'était pas un État mais deux, dont l'identité apparente ne serait pas une mais double. Est-ce à dire que l'Ukraine est un Janus dont un visage serait tourné vers l'Occident et l'autre vers la Russie ?

Rien n'est moins sûr. Certes, on accordera qu'à Lviv et Karkhiv on parle deux langues différentes (ukrainien et russe) et le voyageur n'aura aucun mal à remarquer que les habitants se rendent dans deux églises différentes, si tant est qu'ils s'y rendent – surtout à l'est. De là à conclure que ces différences impliquent que les votes sont, eux aussi, polarisés entre un candidat pro-russe et un autre pro-occidental, il n'y a qu'un pas. Du possible au réel, la conséquence semble valide.

Elle ne l'est pas dans les faits. Y a-t-il d'abord un lien entre ethnicité et vote politique ? Il est plus complexe qu'on pourrait le penser dans la mesure où il n'y a pas de corrélation étroite entre l'importance numérique de la minorité russe dans une région et le soutien de celle-ci à Ianoukovitch : Gilles Lepesant a, de ce point de vue, raison de remarquer que Ianoukovitch « n'a pas fait le plein de voix russes, malgré les irrégularités commises à son profit <sup>24</sup> ». Deuxième argument : supposer que l'ethnicité guide le choix politique, c'est oublier que celui-ci peut aussi être l'objet de motivations socio-économiques, qui sont loin d'être négligeables. Précisons : surtout à l'est de l'Ukraine, où les régions fortement industrialisées ne sont pas sans passer par une grave crise économique depuis l'indépendance, notamment à cause du manque de restructuration de ces secteurs. Ainsi, continue Lepesant, « une large partie des électeurs de V. Ianoukovitch ont moins fondé leur choix sur des considérations de politique étrangère<sup>25</sup> que sur la crainte de voir périr l'industrie lourde, largement représentée à l'Est et quasiment absente à l'Ouest ». On comprendra d'autant plus le vote en faveur de Ianoukovitch à Donetsk qu'on se souviendra qu'il en a été le gouverneur. Durant son mandat il a activement contribué à y faire baisser le chômage et à lui redonner une relative santé économique.

Et quand bien même c'est l'Ouest qui a, le premier, reconnu Iouchtchenko comme le vainqueur des élections, et le Nord-Est qui a voulu faire sécession, il est difficile d'en conclure que l'Ukraine soit divisée en deux parties dont Kiev serait le pivot et le Dniepr l'axe de séparation. Si pivot il y a, alors il est plutôt à trouver dans la région de Kirovohrad – un peu plus à l'est – où l'on a relevé le plus de fraudes électorales mais aussi administratives. Et ces fraudes n'ont pas non plus empêché Iouchtchenko d'obtenir 42 % de soutien dans l'*oblast* de Kherson, dont on connaît non seulement la proximité avec la Russie, mais aussi la présence d'une forte minorité russe. D'autre part, l'Ouest est beaucoup moins homogène qu'on pourrait le croire à première vue et ce en dépit des similitudes historiques entre les différentes régions. De fait, les résultats électoraux sont loin d'être identiques entre la Transcarpatie, la Galicie et la Volhynie.

Le facteur ethnique pose une autre question : celle d'une supposée opposition entre les Ukrainiens et les Russes en Ukraine. Peut-on estimer cette opposition valable ? Pas forcément. Comme l'explique Natalya Boyko, « le découpage formel de la société ukrainienne en Ukrainiens et Russes

<sup>24</sup> Gilles Lepesant, introduction à *L'Ukraine dans la nouvelle Europe* (CNRS Éditions, 2005), p. 10.

<sup>25</sup> Ainsi, un Ukrainien de l'est serait plus enclin à privilégier les liens avec la Russie, choix qui serait motivé par son identité prétendument russe.

ethniques, héritage de la conception soviétique de la question nationale, n'est de ce point de vue pas pertinent pour une analyse socio-politique et culturelle de la construction nationale en Ukraine. Cette approche repose sur une confusion assumée entre ethnie et langue et part du principe que les Ukrainiens ethniques, majoritaires, constituent un monolithe ethno-culturel, tandis que les Russes, minoritaires, incarnent une des "minorités nationales" <sup>26</sup>. C'est poser là dans toute sa dimension le problème de la constitution ukrainienne : en faisant de l'Ukrainien la seule langue officielle elle entérine le découpage entre, d'un côté, une majorité qui se voudrait légitime, à savoir les Ukrainiens, et une minorité qui serait cet autre dont on se démarque. De fait, « elle perpétue ce découpage formel et participe dès lors à une fiction. Fiction car le débat sur la nation politique ukrainienne se cristallise bien davantage autour du clivage russophones/ukrainophones, et en la matière, le rapport de force est très difficile à définir <sup>27</sup>». On ne saurait être plus explicite sur un sujet aussi complexe : séparer russes et ukrainiens dans une perspective ethnique n'a aucun sens.

Il n'y a donc pas à chercher de corrélation étroite entre ethnicité et vote politique, tout simplement parce qu'on ne la trouvera pas, ou, du moins, le vote repose-t-il sur d'autres variables que l'ethnicité. D'une manière plus générale, être russe ou russophone n'implique pas nécessairement une orientation pro-russe ou une déloyauté vis-à-vis de l'Ukraine. Faut-il, pour le prouver, rappeler que Iouchtchenko lui-même est originaire, tout comme Ioulia Tymochenko, de l'est de l'Ukraine (le premier étant né dans l'*oblast* de Soumy – limitrophe de la Russie – et le seconde, à Dnipropetrovsk) ?

Reste à penser la frontière de ces deux Ukraines, si on admet qu'elles existent. Car la division, par son essence, implique une frontière. Celle-ci a cependant ses limites dans le cas ukrainien. Que la différence soit évidente entre Lviv et Kharkhiv, on ne reviendra pas là dessus. Mais qu'elle soit difficilement délimitable, c'est là tout le problème. Où se situe la frontière de la différence entre les deux ? On l'a vu, Kiev n'est pas le pivot entre une Ukraine européenne et une autre eurasiennne ; le Dniepr, pas plus que le Zbroutch, n'en sont la fracture. Sans doute doit-on donner raison à Mykola Riabtchouk selon lequel « il est facile de dire qu'on a une Ukraine à Lviv et une autre à Donetsk. Il est difficile, voire impossible, de préciser où l'une se termine et [où] l'autre commence <sup>28</sup>». Riabtchouk précise l'essence de ces différences : celles-ci ne sont en fait que superposées à l'Ukraine puisque, souligne-t-il, plus on va à l'Est et moins on trouve des traces de l'Ukraine polonisée<sup>29</sup>, et plus on va vers l'Ouest et moins on tombe sur ces empreintes de l'empire russe, puis soviétique, que sont l'urbanisation et l'industrialisation.

On aurait tort cependant de ne pas pousser le raisonnement jusqu'au bout et de n'en pas tirer toutes les conséquences. Car une telle complexité de l'Ukraine, Janus dont les visages se multiplient, n'est pas sans influence sur les ratés que connaît la transition ukrainienne. Il y a en effet quelque difficulté à gouverner un pays selon une direction, en sachant qu'une partie de la population ne le souhaite pas pour des raisons complexes. Riabtchouk explique ce problème en utilisant une métaphore : « c'est vrai qu'il vaut mieux ne pas secouer le navire sur lequel nous voguons tous, même si c'est sur des ponts différents et dans des directions différentes <sup>30</sup>».

Pour ironique qu'elle est, cette remarque n'en pointe pas moins le coeur du noeud gordien ukrainien : il peut expliquer ce manque de réformes que Volodymyr Polokhalo appelle non sans malice la « stagnation stable <sup>31</sup>». Il illustre l'immobilisme qui dérive vers l'autoritarisme que l'on sait. Riabtchouk établit le lien entre cette complexité ukrainienne et le durcissement du pouvoir qui

<sup>26</sup> Natalya Boyko, *op. cit.*, p. 89.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 90.

<sup>28</sup> Mykola Riabtchouk, *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, L'Harmattan, collection Présence Ukrainienne, 2003, p. 93.

<sup>29</sup> On oublie trop souvent que les Polonais ont aussi leur part dans la colonisation de l'Ukraine et ce n'est qu'en ayant ce facteur en mémoire que l'on pourra comprendre l'Union de Pereïaslav. La Pologne n'a pas toujours été le voisin bienveillant qu'elle est de nos jours.

<sup>30</sup> Mykola Riabtchouk, *op. cit.*, p. 106.

<sup>31</sup> Rédacteur en chef de la revue trimestrielle *Politychna Doumka* [Pensée Politique].

résulte, paradoxalement, de l'impossibilité de faire un choix, comme celui entre l'Est et l'Ouest. D'où la difficulté de la transition, explique-t-il, puisque « la gauche pro-soviétique a surtout peur d'attaquer trop durement Koutchma, pour ne pas le pousser dans les bras de l'occident détesté et des "nationalistes" plus détestés encore. Et la droite craint de même que Koutchma, acculé, ne se livre définitivement aux "cocos" détestés et à Moscou plus détestée encore. Manipuler ces deux peurs est une affaire de technique <sup>32</sup>». Et, serait-on tenté d'ajouter, paradoxalement, ce qui vaut pour les manipulés vaut aussi pour le manipulateur puisque lui-même n'a guère le choix qu'entre s'aliéner les uns ou les autres. C'est ce qui explique probablement la stagnation et le glissement vers l'autoritarisme.

On voit que le ressort du manque de transition est beaucoup plus complexe qu'on ne pourrait le croire à première vue. En fait, le manque de transition est le prix à payer pour un compromis qui est en réalité un *statu quo*. Celui-ci a été remis en cause par la Révolution Orange. On pourrait en déduire que la « seconde » transition de l'Ukraine a commencé, n'était la crise parlementaire de juillet 2006 : l'échec de l'alliance Iouchtchenko/Tymochenko et le retour de Ianoukovitch, ainsi que les tensions qui en découlent, semblent en effet réfuter tout optimisme quant à l'évolution de l'Ukraine.

## B. Entre Europe et Russie.

### 1/ La politique « multivectorielle »

Un autre facteur explicatif de la difficile transition de l'Ukraine est sa position géographique. Nombreux sont ceux qui ont souligné ce point ; rares sont ceux, cependant, qui en ont vu toutes les implications. Car la situation ne se résume pas à choisir entre Moscou et Bruxelles ou entre la CEI et l'OTAN. Koutchma comme Ianoukovitch ne sont pas réductibles à des marionnettes pro-russes, de même que Iouchtchenko n'est pas un épouvantail anti-russe. On ne saurait pourtant oublier que, comme le souligne James Sheer, « ce pays est à la fois un "objet" que son voisinage cherche à influencer et un acteur maître de son destin. Il est également nécessaire de comprendre comment l'Ukraine pourrait affecter les intérêts et les stratégies d'autres acteurs aussi importants que l'OTAN, l'UE et la Fédération de Russie <sup>33</sup>». Et d'ajouter, un peu plus loin, que « l'évolution de l'Ukraine a une influence sur celle de la Russie comme sur la perception qu'elle a d'elle-même <sup>34</sup>». Le point de vue stratégique nous permet donc d'approfondir l'ambivalence complexe de l'Ukraine qui a été abordée, mais aussi de voir que les choix à faire ne sont pas aussi simples qu'il n'y paraît. Ainsi, les acteurs politiques ukrainiens ont conscience de cette complexité et c'est pourquoi on ne saurait résumer leurs stratégies à un dilemme Russie – Europe.

Si le premier voyage qu'a effectué Iouchtchenko était celui de la capitale européenne, rien ne permet d'affirmer qu'il constitue pour autant une menace pour la Russie et les intérêts de celle-ci. Qu'on se souvienne de l'époque où il était premier ministre (de 1999 à 2001). N'est-ce pas lui qui a intensifié les relations économiques bilatérales entre la Russie et l'Ukraine ? En fait, c'est la crise du pouvoir qui donne au mandat de Iouchtchenko un aspect d'alternance. L'Ukraine n'a pas attendu Iouchtchenko pour refuser d'intégrer la CEI et travailler avec l'OTAN. Il faut aussi garder à l'esprit la situation internationale pour comprendre ces gestes : l'Ukraine se trouve, avec l'élargissement de l'OTAN en 2004<sup>35</sup>, entre la principale alliance militaire occidentale et la CEI qui a aussi ses structures militaires. D'un autre côté, depuis décembre 1991, la politique étrangère ukrainienne est fondée sur l'enjeu européen, même si celui-ci est peu perceptible : on le comprendra si on garde à l'esprit que la question principale, de Kravtchouk à Koutchma, était non pas la dichotomie qui n'est

<sup>32</sup> Mykola Riabtchouk, *op. cit.*, p. 104.

<sup>33</sup> James Sheer, « L'Ukraine et sa sécurité in L'Ukraine dans la nouvelle Europe » (CNRS Éditions, 2005), LEPESANT (dir.), p. 119.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 126.

<sup>35</sup> Les nouveaux venus sont : la Bulgarie, L'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie.

pas sans rappeler la bipolarité de la guerre froide, mais bel et bien celle de l'indépendance de l'Ukraine.

C'est ce qui fonde le choix de la politique dite « multivectorielle ». Celle-ci reflète une réalité ambiguë. Car s'il est difficile de simplifier la question ukrainienne en scindant le pays en deux entités, pour les raisons que l'on sait, il n'est pas facile non plus d'ignorer les tensions et oppositions qui caractérisent l'Ukraine. Prenons l'exemple de l'élection présidentielle de 1994. Koutchma, bien entendu, a bénéficié du soutien des *oblast* de l'Est et de la gauche parce qu'il entendait resserrer les liens politiques et économiques avec la Russie ; mais Koutchma lui-même estimait que pour resserrer ces liens il fallait satisfaire à une condition *sine qua non*, à savoir celle de bénéficier du soutien de l'Ouest et d'entamer une réforme économique en même temps que de rendre le pouvoir présidentiel fort. Ce dernier point est important pour appréhender la volonté de n'être pas le « vassal de la Russie », position approuvée par les *oblast* de l'Ouest et la droite. En fait, le calcul de la politique tant « multivectorielle » qu'ambivalente est fondé sur une subtile dialectique : « Voyant les gouvernements de l'Ouest hésiter à prendre parti, L. Koutchma décida de ne rien faire pour les y pousser. En conséquence, tout comme la viabilité interne de l'État et le soutien de l'Ouest constituaient la seule manière de garantir les relations amicales avec la Russie, ces dernières constituaient selon lui la seule manière de se rapprocher avec l'Ouest<sup>36</sup> ».

## 2/ Relations avec la Russie : une esquisse.

On le voit, la politique multivectorielle louvoie entre le scepticisme de l'Occident et l'hostilité de la Russie. Cette dernière a été énoncée on ne peut plus clairement par Boris Eltsine pour qui « nous nous sommes séparés dans la douleur : il a fallu diviser l'indivisible<sup>37</sup> ». Et l'idée selon laquelle la sphère naturelle d'influence de la Russie est celle de l'ancienne URSS recoupe le constat précédent. Cette perspective découle probablement d'une mutuelle incompréhension : dans les années 1990, nombreux ont été les sondages d'opinion dans la société russe qui ont confirmé cette approche de l'indépendance ukrainienne comme quelque chose qui n'a pas de sens. Sans doute l'opinion s'était-elle mise au diapason de son élite pour qui cette même indépendance relevait, selon les termes de Soljénitsyne lui-même, d'une « aberration<sup>38</sup> ». Rares sont ceux, en revanche, qui acceptent l'idée d'une Ukraine indépendante (Iouri Afanassiev et Elena Bonner par exemple). L'Ukraine, quant à elle, tente de faire comprendre à son voisin, qu'ils ne sont pas des « frères ennemis » pas plus que la première n'est le « petit frère » du second, qui continuerait à lui dicter ce qu'il faut faire – ou pas.

Comment expliquer que ces monologues ne puissent pas dialoguer ? C'est que la Russie semble suivre un chemin dont elle à du mal à bifurquer. Aussi, explique James Sheer, « l'héritage de l'empire, tsariste d'abord, puis soviétique, fait que la Russie n'a pratiquement aucune expérience de coexistence avec ses voisins à la fois amicaux et indépendants. Pour la majorité de l'élite russe, les notions d'indépendance et de souveraineté n'ont qu'un sens formel et passablement flou. Dans l'espace postsoviétique, amitié et intégration demeurent souvent synonymes, et, en ce qui concerne les deux voisins slaves, cette pratique est presque "inscrite dans les gènes", pour reprendre l'expression de Poutine<sup>39</sup> ».

Cette vision est rendue plus cohérente par la réalité elle-même : faut-il rappeler non seulement la dépendance énergétique de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie, mais aussi l'interpénétration des réseaux et les moeurs pour le moins semblables qui facilitent les échanges entre la Russie et l'Ukraine et qui constituent une barrière entre l'Ukraine et l'Europe ? Ces facteurs économiques sont d'autant plus importants qu'ils donnent « à la Russie des moyens de pression dont l'Ukraine a très tôt mesuré l'impact. Elle l'a d'autant plus mesuré que plusieurs personnalités russes ont préconisé de l'utiliser

<sup>36</sup> James Sheer, *op. cit.*, p. 128.

<sup>37</sup> Voir *Rossijskaïa Gazeta*, 22 novembre 1997.

<sup>38</sup> Alexandre Soljénitsyne, *Comment réaménager notre Russie ?*, Fayard, 1990, p. 22.

<sup>39</sup> James Sheer, *op. cit.*, p. 143.

pour amener l'Ukraine à revenir vers la Russie <sup>40</sup>». Face au chemin russe, le sentier qui doit être emprunté par l'Ukraine semble étroit.

### 3/ L'Ukraine et son dialogue de sourds avec l'Union Européenne

Le rapport à l'Occident n'est, lui aussi, pas dénué d'ambiguïté. L'Ukraine exprime le choix de rejoindre les structures européennes, implicitement dès son indépendance, explicitement dès 1996, et considère son adhésion à l'OTAN comme « but ultime » en 2002. Or, souligne James Sheer, « dans la pratique toutefois, les relations entre l'Ukraine et l'Union Européenne ont suscité perplexité et rancœur en Ukraine, et ressentiment dans l'Union Européenne <sup>41</sup>». Pourquoi ?

« Ces sentiments témoignaient autant du caractère de l'Union Européenne que des capacités limitées de l'Ukraine » répond James Sheer. C'est que l'Union Européenne et l'Ukraine, si elles parlaient la même langue, semble-t-il, à savoir celle de l'entente, n'en parlaient pas moins deux langages différents. L'Ukraine ne dissocie pas, en effet, l'Union Européenne de la civilisation européenne, celle-ci réunissant des pays somme toute hétérogènes dans des institutions communes, celle-la étant porteuse d'aspirations et de valeurs universelles. C'est pourquoi Kataryna Wolczuk a pu souligner que ce que recherchait l'Ukraine, c'était en fait « l'intégration sans européanisation <sup>42</sup> ». Quand l'Ukraine pense adhérer par vocation à l'Europe, l'Union Européenne lui répond qu'il faut réformer son économie et sa politique pour prendre le chemin de la convergence. D'où l'incompréhension de leurs rapports mutuels : en pensant parler de la même chose, l'Ukraine et l'Union Européennes se parlent en pensant à deux choses différentes. Aux critères de Copenhague s'opposent les valeurs des Lumières.

James Sheer résume très bien ce problème : « Pour un pays comme l'Ukraine qui cherche avant tout la reconstruction de son identité et de sa souveraineté nationale, cette approche délibérément postmoderne [de l'Europe, c'est-à-dire technocratique] est difficile à comprendre et encore plus à adapter <sup>43</sup> ». Mais la difficulté ne se trouve pas uniquement que du côté de l'Ukraine : l'Union Européenne a aussi quelques difficultés à penser son rapport à l'Ukraine. L'élargissement de 2004 n'est pas ici sans faute. Car comment établir des relations avec l'Ukraine qui ne mèneraient ni à son adhésion, ni à l'écartement de l'Ukraine. C'est choisir entre, d'une part, renoncer à une perspective qui est un levier puissant pour faire pression en direction de nombreuses réformes que les pays candidats doivent entreprendre avant d'entrer dans l'Union Européenne et, d'autre part, une mise à l'écart que l'Ukraine pourrait ressentir si on établissait une ligne de fracture nouvelle (symbolisée par les visas Schengen par exemple) entre elle et l'Europe. La perspective de ne pouvoir adhérer à terme à l'Union Européenne peut décourager l'élan réformateur de l'Ukraine. Sans doute est-ce là l'explication de l'échec de l'Accord Partenariat Stratégique de juin 1994. Mais il faut en même temps pouvoir faire pression pour assurer à l'Europe un voisinage stable. Et cette pression n'est réellement possible que par une perspective d'adhésion : ce qui n'est rien moins qu'un cercle carré.

Pourquoi ces rapports pour le moins ambivalents sont-ils importants afin de comprendre la difficile transition ukrainienne ? D'abord parce qu'en ne choisissant pas de différencier l'Ukraine et la Russie, l'Union renforce paradoxalement le *statu quo* : l'Ukraine est considérée comme un partie de l'espace postsoviétique. Que cela soit à juste titre ou non, là n'est pas la question. Elle se trouve

<sup>40</sup> Selon les termes mêmes d'Anne de Tinguy, in *L'Ukraine nouvel acteur du jeu international*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 21.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 137.

<sup>42</sup> Kataryna Wolczuk, « Integration without Europeanisation : Ukraine and its policy towards European Union », in *EU Working Papers*, European University Institute, Florence, octobre 2004, p. 9 : les dirigeants ukrainiens ont fait le choix de l'Europe sans faire de l'Ukraine un pays européen.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 138.

plutôt dans les conséquences de cette situation. Celle de l'Ukraine semble absurde : condamnée à vouloir une Europe qui la rejette et à rejeter une Russie qui la désire.

### C. D'un point de vue sociologique.

Nous avons abordé de nouvelles variables susceptibles d'expliquer la difficile transition ukrainienne : après avoir envisagé la perspective de l'histoire et de l'identité, puis celle de la stratégie, sans doute faut-il réserver une place à la société ukrainienne elle-même, puisqu'il n'est pas de démocratie sans *demos*, c'est-à-dire sans peuple qui en soit l'origine. De même, il n'est de transition démocratique sans société qui en ait conscience.

Sur ce point, Ralf Dahrendorf avait raison de dire qu'on ne pouvait aller plus vite que le temps pas plus qu'on ne pouvait prendre l'histoire de vitesse : on élabore une constitution en six mois mais soixante années sont insuffisantes pour mettre en place une société civile<sup>44</sup>. Comment celle-ci a-t-elle évolué depuis 1991 ? Quel a été son rôle dans la vie démocratique ukrainienne *in fine* et dans la Révolution Orange *in concreto* ? Comment peut-on la qualifier ? Autant de questions auxquelles il faut répondre pour saisir la transition ukrainienne dans ses fondements et en ne se limitant pas à une approche qui ne serait que celle des institutions démocratiques.

Une fois encore, l'Ukraine n'est pas une mais multiple. « On ne peut parler de l'Ukraine sans parler d'héritages<sup>45</sup> » écrit Annie Daubenton. Ces héritages pèsent sur la société civile : l'Ouest ukrainien est plus autonome parce que sa société a mieux su s'organiser à la faveur d'un empire austro-hongrois plus libéral. En ont découlés des sociétés savantes, des associations et des coopératives. Cette autonomie perce aujourd'hui sous la sédimentation soviétique. Celle-ci a, en revanche, été décisive à l'est de l'Ukraine mais n'a pas été fatale pour autant.

On ne manquera pas toutefois de pointer un paradoxe : se souvient-on des événements de la Révolution Orange, qu'on a tout de suite en mémoire les photographies montrant la place de l'Indépendance (*Maïdan Nezalejnosti*) à Kiev envahie par les citoyens. Or, deux auteurs nous signalent que la société civile ukrainienne pose problème parce qu'elle est quasiment inexistante.

Mykola Riabtchouk d'abord, pour qui la société ukrainienne est avant tout non-civile. En témoignent ses propos : « Entre les "deux Ukraines", comme entre deux pôles géographiques, politiques et culturels, s'étend un immense espace peuplé de gens à la conscience politique et nationale assez amorphe. Les études sociologiques les plus diverses montrent qu'à peu près un quart de la population soutient l'Ukraine "ukrainienne" et les valeurs pro-européennes correspondantes. Un tiers environ des sondés soutient l'Ukraine "soviétique" et les valeurs et orientation correspondantes. Le reste, c'est-à-dire presque la moitié de la population, répond de façon stéréotypée à la plupart des questions : "je ne sais pas", "je ne comprends pas", "ça ne m'intéresse pas", "je ne me suis pas encore déterminé". Et quand ces gens se déterminent, ils se prononcent en faveur de l'intégration à l'Union Européenne, mais avec la Russie<sup>46</sup> ».

Détermination paradoxale qu'il ne manque pas d'illustrer par d'autres exemples, comme le choix en faveur d'une économie de marché mais quasiment socialiste ou la préférence pour la culture ukrainienne mais avec une prédominance de la culture russe. C'est donc sur le terrain de cette population indéterminée que se joue le bras de fer politique entre la « droite » et la « gauche »<sup>47</sup>, c'est-à-dire entre les « nationalistes » du Roukh, mais aussi les « réformateurs », et les « communistes » ou les « gens de Moscou ».

Quelle conclusion peut-on tirer de ces faits ? Celle de Mykola Riabtchouk est la suivante : « C'est elle, cette tierce partie de l'Ukraine, muette, politiquement invisible et comme inexistante, qui est la base sociale principale de l'oligarchie dominante, et c'est pour elle que depuis déjà plus de dix ans

<sup>44</sup> Ralf Dahrendorf, *Reflexions sur la révolution en Europe*, Paris, Le Seuil, 1991, p. 113.

<sup>45</sup> Annie Daubenton, « Société civile en Ukraine : les vigiles de la démocratie », in Anne de Tinguy, *L'Ukraine nouvel acteur du jeu international*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 283.

<sup>46</sup> Mykola Riabtchouk, *op. cit.*, p. 104-105.

<sup>47</sup> Si tant est que ces notions aient une valeur en Ukraine en particulier et dans l'espace postsoviétique en général, et ce qui est valable pour celles-ci l'est pour les suivantes.



se déroule une sorte de "guerre civile froide" ». On en revient à l'expression de Volodymyr Polokhalo qui illustre bien cette situation : une « stagnation stable ». On comprend dès lors le lien qu'il y a entre le développement d'un autoritarisme et l'affaiblissement d'une société civile : celui-ci s'appuie sur celle-là, et une majorité silencieuse qui le subit sans broncher avalise malgré tout le régime qui la gouverne.

Riabtchouk pousse cependant le raisonnement plus loin : en fait, l'État qui a remplacé l'État soviétique provoque cette apathie aussi bien qu'il en profite. C'est ce qu'il nomme « l'État de chantage », qu'il définit ainsi : « son essence réside en ceci qu'au lieu de chantage idéologique total d'autrefois, on pratique un chantage économique plus efficace. [...] L'État crée des conditions telles, qu'en pratique aucun de ses citoyens ne peut survivre sans violer telle ou telle prescription. [...] L'État tolère prétendument toutes ces petites (parfois pas si petites) infractions mais seulement tant que le citoyen reste loyal sujet et ne se rebiffe pas, c'est-à-dire n'essaye pas de devenir justement un citoyen, avec des idées, des actions, et une expression indépendante. L'insoumission est châtiée de la façon la plus dure et – c'est le principal – tout à fait légalement [...] »<sup>48</sup>.

Il ne s'agit pas de porter un jugement de valeur ; bien plutôt essaye-t-on d'analyser ici les relations qu'entretient l'État ukrainien avec sa société pour montrer combien ces relations rendent plus difficile encore une transition démocratique.

L'autre auteur qui analyse cette question est Annie Daubenton : pour elle « il faut remarquer l'intérêt très limité de la population pour les possibilités dues au changement de régime. Le rapport de celle-ci à la sphère politique est ambigu : il est marqué par un faible niveau d'intérêt pour les partis et mouvements sociaux, mais pour un intérêt scrupuleux lors des scrutins (toujours autour de 70 % de participation et une utilisation "visible" du "vote contre tous") »<sup>49</sup>. D'autre part, le citoyen ukrainien se considère comme impuissant en face d'un pouvoir dont paradoxalement il approuve la force, de même qu'il perçoit comme illégitime la notion de parti, méfiance sans doute due à la période communiste. Ce qui n'implique pas que ce citoyen comprenne la notion de pluralisme.

Ce qui se joue en filigrane, c'est le rapport à l'État, qu'on sait être encore soviétique, mais qu'on aimerait voir protéger davantage ses citoyens. Le rapport à celui-ci est donc paradoxal : on y fait appel en le craignant. Se conjuguent en fait la volonté d'un État paternaliste, caractéristique du communisme, et la peur de celui-ci, inhérente aux souvenirs soviétiques. Il y a une autre explication à ce phénomène contradictoire : aux indicateurs objectifs qui montrent l'augmentation du niveau de vie s'oppose le sentiment de perte de richesse matérielle et de repères. D'où le besoin d'un État qui serait susceptible de pallier ce manque.

Une analyse sociologique récente de Joanna Konieczna<sup>50</sup> souligne ces contradictions et ambiguïtés inhérentes à la société civile ukrainienne. Si, après la Révolution Orange, les citoyens ont de plus en plus confiance dans l'État, il reste pas moins que cette société baigne dans les contradictions : les Ukrainiens éprouvent une perte de repères qui les fait affirmer, à plus de 70 %, qu'ils sont heureux d'être ukrainiens en même temps qu'ils sont 50 % à soutenir que l'indépendance de l'Ukraine n'est pas une bonne chose et, qui plus est, 63 % d'entre eux regrettent la chute de l'URSS. Cette ambivalence persiste lorsqu'il s'agit d'évoquer la place de l'Ukraine en Europe (ou dans l'Union Européenne) : tous sont enclins à penser l'Ukraine non pas comme un élément est-européen, mais bel et bien européen. Or, un quart d'entre eux voudrait que l'Ukraine intègre à la fois l'Union Européenne, l'OTAN et la CEI. Ils choisissent toutefois plus souvent l'Est que l'Ouest – « c'est qu'ils le connaissent mieux » souligne Joanna Konieczna. L'Union Européenne est en effet l'objet d'une méconnaissance totale : ils ne sont que 8 % ceux qui répondent correctement aux questions sur celle-ci.

Quelles conclusions en tirer ? Si les Ukrainiens s'identifient de plus en plus avec l'État Ukrainien,

<sup>48</sup> Mykola Riabtchouk, *op. cit.*, p. 101-102.

<sup>49</sup> Annie Daubenton, *op. cit.*, p. 287.

<sup>50</sup> Voir Joanna Konieczna, *Ukraina po pomarańczowej rewolucji – co zmieniło się w postawach i wartościach społeczeństwa*, Ośrodek Studiów Wschodnich, Warszawa, Raport - kwiecień 2006.

ils demeurent cependant toujours aussi indéterminés quant à l'orientation que devrait prendre leur pays. Du paradoxe initial, où le résultat aux deux référendums de 1991 était strictement opposé, à l'enquête récente de Konieczna, en passant par les paradoxes mis en avant par Riabtchouk, on voit que l'Ukraine est, décidément, beaucoup plus complexe qu'on ne pourrait le croire.

\*  
\* \*

Il peut paraître paradoxal de vouloir conclure sur un sujet comme la transition démocratique. On n'essaiera pas de le tenter ici. Du moins s'autorisera-t-on quelques remarques qui sont autant d'esquisses pour essayer d'expliquer non pas la transition mais la *transformation* ukrainienne.

Celle-ci est difficilement compréhensible si on adopte uniquement la perspective de démocratisation et le point de vue des institutions, comme l'État, le régime et les conflits qui les habitent, à savoir ceux des partis dont l'existence même est problématique, ainsi que des facteurs religieux ou linguistiques. Comment expliquer en effet que la transition soit si longue en Ukraine alors qu'elle a réussi en Europe Centrale et Orientale ? Certes, ces transitions et leur réussite sont à nuancer. Mais les faits sont là : voit-on encore aujourd'hui, en Pologne par exemple, de véhémentes disputes éclater au Parlement qui en viennent aux mains ? On accordera que les pays d'Europe Centrale et Orientale connaissent eux aussi des tensions : en témoignent les manifestations en Hongrie à l'automne 2006. Reste que ces pays sont entrés dans l'Union Européenne et qu'ils acceptent les règles du jeu démocratique sans abuser du monopole de violence légitime, ce qui n'est pas le cas de l'Ukraine semble-t-il.

D'où vient alors que l'Ukraine n'ait pas suivi le même chemin ? Sans doute doit-on faire appel à deux autres variables, dont les liens entre elles sont très forts, pour comprendre la transition de l'Ukraine et nous orienter sur le sentier qu'elle a suivi. Celle, d'abord, qui représente le poids du voisinage. On a vu combien les relations de l'Ukraine avec la Russie et l'Union Européenne étaient ambiguës, et combien leur poids – ou leur légèreté – pouvaient être décisifs. Celle, ensuite, de l'Ukraine elle-même. Car l'idée de démocratisation ne semble apercevoir que les aspects institutionnels de la transition alors que, précisément, dans le cas ukrainien, ce qu'il faut voir c'est la question de la nation et de l'identité ukrainienne. C'est pourquoi on doit se proposer d'aller plus loin dans l'analyse, voire même, comme Alfred Stepan<sup>51</sup>, changer de paradigme pour penser la transition ukrainienne. L'enjeu n'est pas qu'un État change de régime, passant d'un autoritarisme soviétique à une démocratie libérale. Le problème consiste plutôt, pour cet État, à exister en tant que tel. Ce qui présuppose une Nation. Or, les relations entre les deux en Ukraine sont difficiles. Ces deux notions mériteraient d'être analysées dans le cas ukrainien. Nation et État ne sont pas les deux visages d'une même démocratie, comme en Occident. S'il y a plusieurs « nations », comment les faire coexister dans un même État qui soit une démocratie ?

On trouve dans cette question à la fois la raison de la difficile transition ukrainienne et la spécificité de celle-ci. Ici se situe cette autre transition ukrainienne, fondamentale.

---

<sup>51</sup> Alfred Stepan, « Ukraine : Improbable Democratic "Nation-State" But Possible Democratic "State-Nation" », in *Post-Soviet Affairs*, 2005, 21, 4. Voir en particulier les deuxième et troisième sections.

**Bibliographie :**

- AVIOUTSKII, Viatcheslav, *Les Révolutions de Velours*, Armand Colin, Paris, 2006.
- AMATO, Giuliano, BATT, Judy, *The Long-Term Implications of EU Enlargement : The Nature of the New Border* (Final Report of the Reflection Group), Florence, European University Institute, 1999.
- ARNOULD, Emmanuelle, *La politique de l'Union Européenne élargie à l'égard de l'Ukraine : la construction d'une « diplomatie des périphéries »*, Mémoire de DEA, IEP Paris, septembre 2003.
- BATT, Judy ; LYNCH, Dov ; MISSIROLI, Antonio ; ORTEGA, Martin ; TRIANTAPHYLLOU, Dimitrios, *Partners and neighbours : a CFSP for a wider Europe*, Cahiers de Chaillot n° 64, septembre 2003.
- BESTERS-DILGER, Juliane, « Le facteur linguistique dans le processus de construction nationale en Ukraine », in *L'Ukraine dans la nouvelle Europe* (CNRS Éditions, 2005), LEPESANT (dir.).
- BIRCH, Sarah, *Elections and Democratization in Ukraine*, Mac Millan, London, 2000.
- BOYKO, Natalya, « Églises orthodoxes et identité nationales en Ukraine postsoviétique », in *L'Ukraine dans la nouvelle Europe* (CNRS Éditions, 2005), LEPESANT (dir.).
- BURKOVSKY, Petro and HARAN, Olexyi, *From Presidentialism to Parliamentarism – Strengthening or Weakening Democracy in Ukraine*, Kyiv Mohyla Academy, December 2006.
- DAHRENDORF, Ralf, *Reflexions sur la révolution en Europe*, Paris, Le Seuil, 1991.
- DAUBENTON, Annie, « Mouvements de jeunes en Ukraine : enfants de l'indépendance ou génération trahie », in *Courrier des Pays de L'Est*, 1029, octobre 2002, pp. 46-55.
- DE TINGUY, Anne (dir.), *L'Ukraine nouvel acteur du jeu international*, Bruxelles, Bruylant, 2001.
- DUBIEN, Arnaud, « La "Révolution Orange" ou la deuxième indépendance de l'Ukraine », in *Politique internationale*, n°106, hiver 2004-2005, pp. 305-320.
- GOUJON, Alexandra, « Biélorussie Ukraine, des espaces politiques en formation », in *Nouveaux Mondes*, aut. 1999, n° 9.
- GOUJON, Alexandra, *Nationalisme et démocratie à la fin de l'URSS : les fronts populaires d'Ukraine et de Biélorussie 1988 – 1991*, thèse de doctorat, IEP Paris, 2001.
- GOUJON, Alexandra, « Les nouveaux voisins de l'Union Européenne. Stratégies identitaires et politiques en Ukraine, Biélorussie, Moldavie », in *Les Études du CERI*, n° 109, septembre 2004.
- GOUJON, Alexandra, « La Révolution Orange en Ukraine : enquête sur une mobilisation post-soviétique », *Critique Internationale* n°27, avril-juin 2005.
- GOUJON, Alexandra, « Ukraine, Biélorussie : deux élections pour deux transitions », in *Questions d'Europe*, n° 21, Fondation Robert Schuman, mars 2006.
- HARASYMIV, Boris, *Post-communist Ukraine*, Toronto, Canadian Institute of Ukrainian Studies Press, 2002.
- JOUKOVSKY, Arkady, *Histoire de l'Ukraine*, Paris, Dauphin, 2005.
- KAPPELER, Andreas, *Petite histoire de l'Ukraine*, Institut d'Études Slaves, 1997 (pp. 187-203).
- KLICH, Bogdan, NOWOSAD, Andrzej, « Ukraine-Pologne : un partenariat stratégique – une perspective polonaise », in DE TINGUY, Anne (dir.), *L'Ukraine nouvel acteur du jeu international*, Bruxelles, Bruylant, 2001.
- KOHUT, Zenon, NEBESIO, Bohdan, YURKEVITCH, Myroslav, *Historical Dictionary of Ukraine*, Scarecrow Press, Lanham (Maryland) – Toronto – Oxford, 2005.
- KONIECZNA, Joanna, *Ukraina po pomarańczowej rewolucji – co zmieniło się w postawach i wartościach społeczeństwa*, Ośrodek Studiów Wschodnich, Raport kwiecień 2006.
- KOSYK, Wolodymyr, *L'Ukraine et les Ukrainiens*, Publications de l'Est Européen, Paris, 1993.
- LEPESANT, Gilles (dir.), *L'Ukraine dans la nouvelle Europe*, CNRS Éditions, 2005.
- LEVITSKY, Steven, et WAY Lucan, « The Rise of Competitive Authoritarianism », *Journal of*

*Democracy* 13, 2 (2002), pp. 51-65.

- LEVITSKY, Steven, et WAY Lucan, *Competitive Authoritarianism : Hybrid Regime Change in Peru and Ukraine in Comparative Perspective*, Studies in Public Policy, Center for the Study of Public Policy, University of Strathclyde, Glasgow, 2001.
- LEWIS, Ann (dir.), *The EU and Ukraine, Neighbours, Friends, Partners*, Londres, Federal Trust, 2002.
- LINZ, Juan et STEPAN, Alfred, *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996.
- MAGOCSI, Paul Robert, *A History of Ukraine*, University of Toronto Press, Toronto, 1996.
- MENKISZAK, Marek, « L'engagement polonais en Ukraine au cours de la "Révolution Orange" », in *Défense Nationale*, octobre 2005.
- OLSZAŃSKI, Tadeusz, *Wybory parlamentarne na Ukrainie 2002 r. - Ukraiński parlamentaryzm po wyborach*, Ośrodek Studiów Wschodnich, Prace OSW, kwiecień 2003.
- POTEL, Jean-Yves, « La Politique Orientale Polonaise », in *Pouvoirs*, n°118, 2006
- RADVANYI, Jean (dir.), *Les États postsoviétiques – identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Armand Colin, 2004 (pp. 66-79).
- RIABTCHOUK, Mykola, *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, L'Harmattan, collection Présence Ukrainienne, 2003.
- SERCZYK, Władysław, *Historia Ukrainy*, Ossolineum, Warszawa, wydanie trzecie, 2001 (str. 367-389).
- SHEER, James, « L'Ukraine et sa sécurité » in *L'Ukraine dans la nouvelle Europe* (CNRS Éditions, 2005), LEPESANT (dir.).
- STEPAN, Alfred, « Ukraine : Improbable Democratic "Nation-State" But Possible Democratic "State-Nation" », in *Post-Soviet Affairs*, 2005, 21, 4 [article qui est sans doute le fondement de son intervention au séminaire de M. Rupnik].
- WOLCZUK, Katarzyna, « Integration without Europeanisation : Ukraine and its policy towards European Union », in *EU Working Papers*, European University Institute, Florence, octobre 2004.

### **Sitographie :**

[www.uceps.com.ua](http://www.uceps.com.ua) : Centre Ukrainien d'études politiques et économiques.

[www.ueplac.kiev.ua](http://www.ueplac.kiev.ua) : Ukrainian-European Policy and Legal Advice Centre.

[www.iss.eu](http://www.iss.eu) : site des Cahiers de Chaillot sur lequel on lira avec profit de nombreuses analyses du point de vue européen.

[www.osw.waw.pl](http://www.osw.waw.pl) : Ośrodek Studiów Wschodnich (Center For Eastern Studies).

[www.forum-ekonomiczne.pl](http://www.forum-ekonomiczne.pl)

### Chronologie sommaire :

**1386** : L'union polono-lituanienne englobe une majeure partie de l'Ukraine actuelle. Pas de frontière à l'est mais des *no man's land*. Les Litvaniens arrivent à la Mer Noire.

**1569** : À l'occasion de l'union de Lublin, tous les territoires ukrainiens de l'état polono-lituanien passent à la Pologne. Les Turcs tiennent le littoral avec leurs protégés, les Tatars du khanat de Crimée.

**1689** : Les Cosaques Zaporogues sont passés dans l'orbite des Russes qui sont arrivés jusqu'à Kiev – tandis que les Turcs ont pris la Podolie qu'ils rendront à la Pologne en 1699.

**1914** : Les divisions administratives de l'empire tsaristes montrent les étapes de la conquête : Petite Russie (Ukraine d'origine), Russie méridionale (prise aux Turcs et aux Tatars), Russie occidentale (partage de la Pologne). L'Autriche-Hongrie regroupe les Ukrainiens de Galicie orientale, Bukovine et haute Hongrie.

**1925** : En dehors de la RSS d'Ukraine, les Ukrainiens sont devenus citoyens polonais tchécoslovaques ou roumains.

**1940** : Annexion par l'URSS de tous les territoires ukrainiens de l'ouest grâce au pacte Ribbentrop-Molotov (sauf Ruthénie subcarpatique aux mains de la Hongrie depuis 1939).

**1942** : Galicie orientale intégrée dans le Gouvernement Général de la Pologne tandis que la Roumanie reçoit la Transnistrie. Majeure partie du pays administrée dans un Reichkommissariat – le front est sous tutelle militaire.

À partir de 1945 tous les Ukrainiens sont réunis en une même république.

**1954** : La Crimée devient partie intégrante de la RSS d'Ukraine.

**1986** : Catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl.

**1988** : Prisonniers politiques relâchés ; manifestations de masse en Ukraine occidentale ; reconstitution de l'Église Uniate (interdite en mars 1946).

**1989** : Grève des mineurs dans le Donbass ; fondation du Roukh.

**1990** : L'ukrainien devient langue officielle ; élections au parlement ; Leonid Kravtchouk devient président de l'Ukraine.

**1991** : En mars, référendum sur le maintien de l'URSS, et en août, déclaration d'indépendance de l'Ukraine (!!!) confirmée à 91% par le référendum de décembre.

**1992** : Début des tensions avec la Russie concernant la Flotte de la Mer Noire et la Crimée en janvier ; mai : renvoi des armes atomiques tactiques en Russie. En juin, autonomie de la Crimée au sein de l'Ukraine tandis que celle-ci sort de la zone rouble.

**1993** : En juillet, le parlement Russe déclare Sebastopol ville Russe (située en Crimée. N.B. Cette ville abrite une base militaire russe – voir Radvanyi, 2005, p. 66). Démission de Koutchma ; Kravtchouk prend la tête du gouvernement

**1994** : Kravtchouk est battu par Koutchma aux présidentielles (52% contre 45%) en juillet ; un mois plus tard le gouvernement est placé sous le contrôle du président qui annonce en octobre un programme de réformes.

**1995** : Suspension de la constitution de Crimée par le parlement ukrainien (*Verkhovna Rada*) en mars, nouvelle constitution de la Crimée en mai qui rétablit partiellement son autonomie. Celle-ci sera de nouveau limitée en août. Parallèlement un accord sur la constitution est voté par le parlement, qui étend les pouvoirs présidentiels. En novembre, l'Ukraine entre au Conseil de l'Europe.

**1996** : Adoption de la constitution ukrainienne. Si celle-ci avalise la primauté des pouvoirs présidentiels elle n'en entérine pas moins les compromis entre les pouvoirs exécutif et législatif.

**2004** : 21 novembre – élections présidentielles et début de la « Révolution Orange » qui se soldera le 26 décembre par l'élection de Victor Iouchtchenko.

**2005** : Septembre : chute du gouvernement Timochenko ; après des tensions, Iekanourov devient premier ministre.

## Les études de la Nouvelle Europe

**2006** : Mars : élections parlementaires à l'issue desquelles va être mise en pratique la réforme constitutionnelle qui confère à la *rada* des pouvoirs plus importants (le gouvernement est responsable devant le parlement). 6 juillet, crise parlementaire : la coalition entre les partis de Tymochenko, Iouchtchenko et Morozov éclate. Ce dernier s'allie au parti de Ianoukovitch (Parti des Régions) et au Parti Communiste Ukrainien.